

MINISTERE DE LA JUSTICE - PFI Grand Ouest -  
Département Immobilier  
20 Rue Du Puits Mauger  
35108 Rennes Cedex 3

# INSTALLATION DU SAUJ DANS LE NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE 4B RUE DE VERDUN 27000 EVREUX

C.C.T.P.  
Cahier des Clauses Techniques Particulières  
Lot n° 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES  
CORPS D'ETATS

Aff-24/007 PRO Ind03 15/07/2025

Economiste de la construction

INTERFACE Batiment  
17 rue du Port- 27400 LOUVIERS

Architecte

Atelier G  
29 Rue Léon Malétra - 76140 LE PETIT QUEVILLY

Bureau d'études fluides

CALAO  
1 rue du Pacifique - ZAc Les Génetais - 76240 BELBEUF

Bureau d'études structure

KUBE STRUCTURE  
387 rue des champs 76230 BOIS GUILLAUME



# Sommaire

00.1	PREAMBULE.....	P 3
00.2	TRAVAUX PREPARATOIRES.....	P 3
00.3	APPROVISIONNEMENT .....	P 5
00.4	PRESENCE DE PLOMB.....	P 5
00.5	REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE.....	P 5
00.5.1	REPERAGE DES MATERIAUX.....	P 5
00.5.2	ELIMINATION DES DECHETS D'AMIANTE-CIMENT.....	P 6
00.5.3	TRAVAUX EN SOUS SECTION 3 ET 4.....	P 6
00.6	ADAPTATION DE L'ENTREPRISE / SITE OCCUPE.....	P 6
00.7	DOCUMENTS DE REFERENCE.....	P 7
00.8	NETTOYAGES ET ENLEVEMENT DES GRAVOIS.....	P 7
00.9	PROTECTION DES OUVRAGES EXECUTES.....	P 7
00.10	CONTROLE INTERNE.....	P 7
00.11	CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	P 7
00.11.1	TROUS, SCELLEMENT ET MENUS OUVRAGES.....	P 7
00.11.2	ECHANTILLONS.....	P 8
00.12	PLANS D'EXECUTION ET DE RECOLEMENT.....	P 8
00.12.1	PLANS D'EXECUTION.....	P 8
00.12.2	PLANS DE RECOLEMENT .....	P 8
00.13	PRESTATIONS GENERALES A LA CHARGE DES ENTREPRISES.....	P 8
00.14	RELATIONS AVEC LES ADMINISTRATIONS ET SERVICES.....	P 8
00.15	QUALITE DES MATERIAUX, STOCKAGES ET MISES EN OEUVRE.....	P 8
00.15.1	MATERIAUX.....	P 8
00.15.2	ESSAIS .....	P 8
00.16	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LE CHANTIER.....	P 9
00.16.1	GENERALITES.....	P 9
00.17	TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES - REGLES DE L'ART.....	P 9
00.18	NOTATIONS UTILISEES DANS LE CCTP.....	P 9
00.18.1	MARQUES COMMERCIALES.....	P 9

<b>00.19</b>	<b>DEFINITION DU CCTP PERFORMANTIEL.....</b>	<b>P 9</b>
<b>00.20</b>	<b>DEFINITION DU CCTP.....</b>	<b>P 10</b>
<b>00.21</b>	<b>REALISATION DES DEPOSES.....</b>	<b>P 10</b>
<b>00.22</b>	<b>MATERIAUX ET MATERIELS DE RECUPERATION.....</b>	<b>P 10</b>
<b>00.23</b>	<b>ECHAFAUDAGE, AGREES, PROTECTION.....</b>	<b>P 10</b>

## **00.1 PREAMBULE**

Les travaux concernent :

**Installation du SAUJ dans le nouveau Palais de Justice  
4b rue de Verdun  
27000 EVREUX**

## **00.2 TRAVAUX PREPARATOIRES**

### **00.2.1 Installation de chantier - compte prorata à 2%**

Les bases vie sont situées dans la cour de l'ancien Tribunal.

L'entreprise titulaire du lot 02 Ossature bois / Structure / Echafaudage sera en charge de la gestion du compte prorata.

La participation du compte prorata s'élèvent à 2% du montant du marché permettant de couvrir les frais suivants :

- Nettoyage de la base vie
  - 10 bennes DIB sur la durée du chantier
  - Les consommables des sanitaires
- L'eau et l'électricité sont fournis sur site.  
L'évacuation des EU est faite.

### **00.2.2 Travaux en site occupé - Horaires décalés**

Il est important de préciser à l'entreprise que les travaux se dérouleront en site occupé.

L'entreprise devra informer ses salariés des conditions d'interventions, Il est impératif de limiter la gêne des usagers et des visiteurs.

Les conditions d'accès au site sont strictes, l'entreprise devra fournir les cartes nationales d'identités des salariés 3 semaines avant le démarrage des travaux, les compagnons et l'ensemble du personnel intervenant sur le site devra avoir le casier B2 vierge.

Le chantier devra être nettoyé quotidiennement. Il ne sera toléré aucune poussière hors de la zone de chantier. L'entreprise titulaire du présent lot devra reprendre les nettoyages autant que nécessaire.

Le planning des travaux sera en corrélation avec le planning des Audiences afin de respecter les utilisateurs et les visiteurs.

Les travaux bruyant (perceuses, percements, sciages, pieux ...) seront réalisés en horaires décalés, c'est à dire avant 7h45 et après 18h30. L'entreprise devra travailler de près avec l'OPC afin de caler au mieux les prestations avec les contraintes.

Il est formellement interdit aux entreprises de fumer, d'écouter de la musique. Il sera également interdit toute nuisance incompatible avec les conditions de site occupé et de continuité d'activité.

### **00.2.3 Plan d'Installation de chantier / Signalétique de chantier et environnants**

L'entreprise du lot 02 Ossature bois / Structure / Echafaudage devra fournir un plan d'installation du chantier comprenant toutes les informations nécessaires aux entreprises pour le déroulement des travaux en site occupé, entre autres :

- Implantation des zones de travaux
- Implantation et cheminement de circulation
- Sas anti-poussière
- Sens de circulation
- Horaires pour approvisionnement du chantier

Le plan d'installation de chantier devra être validé par l'OPC, La Maitrise d'Oeuvre et la Maîtrise d'ouvrage lors de la période de préparation

Une fois le PIC validé, l'entreprise devra prévoir toutes la signalétique permettant de gérer les balisages, les sens de circulation, afin de garantir l'application stricte du

PIC

Les entreprises des autres corps d'état auront l'obligation de s'y conformer

## **Localisation**

### *Pour l'ensemble de la durée des travaux*

#### **00.2.4 Constat d'huissier avant et après travaux - à charge du lot 02 Ossature bois / Structure / Echafaudage**

L'entreprise devra prévoir la réalisation d'un constat d'huissier des existants avant la réalisation des travaux. Celui-ci prendra en compte notamment les zones de travaux, les zones de circulations, les accès, les parties communes intérieures.

L'entreprise fera intervenir ce même huissier afin de procéder aux constats en fin de travaux.

## **Localisation**

### *Pour l'ensemble des interventions*

#### **00.2.5 Gardiennage - à charge du lot 02 Ossature bois / Structure / Echafaudage**

L'entreprise titulaire du présent lot devra prévoir un contrat de gardiennage pour la durée du chantier en dehors des heures d'ouvertures soient de 18h30 à 7h45, ainsi que les week-ends à temps plein.

L'entreprise devra présenter le contrat à la MOA et la MOE pour validation.

## **Localisation**

### *Pour la durée du chantier*

#### **00.2.6 Rapport photographique - à toutes les entreprises**

Chaque entreprise devra prévoir un reportage photographique à l'avancement de ses ouvrages et interventions.

Le rapport sera fait quotidiennement et joint au DOE

## **Localisation**

### *Pour l'ensemble des travaux*

#### **00.2.7 Sécurité**

La sécurité des usagers du tribunal devra être assurée pendant toute la durée des travaux.

L'entreprise devra informer ses salariés quand à la sécurité du site également, à la gestion des flux, à la fermeture des accès chantier en fin de journée, ...

#### **00.2.8 Etudes d'exécution - à charge de chaque entreprise**

Les études d'exécution sont à la charge de l'entreprise titulaire de leur lot

Les études d'exécution permettent la réalisation de l'ouvrage. Elles ont pour objet, pour l'ensemble de l'ouvrage, d'établir tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier ainsi que les plans de synthèse correspondants, réalisation des plans d'atelier et de chantier, relatifs aux méthodes de réalisation, aux ouvrages provisoires et définitifs et aux moyens de chantier.

#### **00.2.9 Charte chantier propre / Tri des déchets**

L'entreprise devra se conformer à la Charte Chantier Propre jointe au marché

##### **A) Tri des déchets**

L'Entreprise de travaux prendra l'ensemble des mesures nécessaires pour réaliser un tri à la source des différents types de déchets, en respectant les cahiers des charges des différentes filières de valorisation ou d'élimination qui apportent des précisions quant aux modalités de collecte séparée et transport de ces déchets à respecter.

Plus particulièrement l'Entreprise de travaux :

- triera sélectivement les matériaux valorisables et notamment non dangereux (plâtre, métaux, bois, verre, plastiques) et fraction minérale (béton, briques, pierres, ...), conformément à la réglementation en vigueur relative au tri 7 flux des déchets (décret n°2021-950) ;
- prendra toutes les mesures pour éviter les pollutions croisées avant que les déchets soient placés dans des contenants adaptés.

##### **B) Traçabilité des déchets**

Pour l'ensemble des déchets du chantier, l'entreprise demandera aux sites ayant réceptionné les déchets de fournir des bons de réception avec les informations nécessaires au suivi des déchets. De plus, l'entreprise obtiendra des plateformes réceptionnaires des déchets une attestation mentionnant la destination finale de chaque type de déchet. Ces documents devront servir au renseignement du registre chronologique des déchets, terres excavées et sédiments, conformément à l'arrêté du 31 Mai 2021.

Pendant et en fin de chantier, le Titulaire transmettra l'ensemble des documents de traçabilité des déchets émis sur le chantier. Le Titulaire réalisera un bilan de fin de chantier regroupant l'ensemble des informations liées à la prévention et à la gestion des déchets issus du chantier, récupérées tout au long du chantier. Il fera état :

- Des tonnages par type de déchets et du bilan en termes de traitement (réemploi, réutilisation, recyclage, valorisation matière, valorisation énergétique, élimination) ;
- De la manière dont les déchets ont été gérés au niveau du stockage temporaire et de l'enlèvement/expédition vers les exutoires intermédiaires et finaux.

#### **00.2.10 Garantie de bon fonctionnement de 3 ans**

Il est spécifié à l'entreprise que le Maître D'ouvrage demande que la garantie de bon fonctionnement soit étendue de 2 an à 3 ans

#### **00.2.11 Comptage énergie et suivi - au lot Electricité**

### **00.3 APPROVISIONNEMENT**

Il est rappelé aux entreprises que le stationnement est interdit sur le chantier.

L'accès ponctuel au site pour les approvisionnements sera fait en coordination avec l'OPC qui indiquera les horaires et les conditions d'accès en fonction du planning.

### **00.4 PRESENCE DE PLOMB**

L'entreprise titulaire du présent lot devra un total respect de l'ensemble des normes régissant le tacitement des peintures au plomb. Notamment les textes suivants :

- Décret n°48-2034 du 30 décembre 1948. Relatif à l'interdiction de la céruse, du sulfate de plomb et de l'huile de lin plombifère dans les travaux de peinture.
- Articles R.4412-156, R4412-157, R4412-158, R4412-159, R4412-160 du code du travail.
- Articles L.1334-1 à L.1334-12 et R.1334-1 à R.1334-13 Code de la santé publique
- Articles L. 271-4 à L. 271-6 et R.271-1 à R.271-5 Code de la construction et de l'habitation
- Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme et modifiant les articles R. 1334-1 à R. 1334-13 du code de la santé publique (dispositions réglementaires)
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un constat de risque d'exposition au plomb
- Arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb réalisés en application de l'article L.1334-2 du code de la santé publique
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures

Nota : Si il est nécessaire, l'entrepreneur devra le décapage total des subjectibles par tous moyens de peinture au plomb (par décapage chimique, thermique, grattage, ponçage et piochage), y compris mise en place de toutes protections, réalisation de protections et de cantonnements au droit des zones d'interventions, les intervenants devront être équipés de moyens protections adéquats tel que les masques, combinaisons, bottes, lunettes, etc...afin de ne pas risquer d'intoxication par le plomb des peintures existantes et un contrôle de l'exposition au plomb (tests dans l'atmosphère de travail et des poussières au sols après travaux).

### **00.5 REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE**

#### **00.5.1 REPERAGE DES MATERIAUX**

Arrêté du 2 janvier 2002.

Relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux en application de l'article 10-4 du décret 96-97 du 7 février 1996 modifié.

Ministère de l'équipement, des transports et du logement J.O. du 2 Février 2002.

Décret n°2011-629 du 03 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à l'exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis,  
Aux arrêtés du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A et B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage  
Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du "Dossier technique Amiante"

#### **00.5.2 ELIMINATION DES DECHETS D'AMIANTE-CIMENT**

Circulaire n° 97-15 du 9 janvier 1997.

Relative à l'élimination des déchets d'amiante-ciment générés lors des travaux de réhabilitation et de démolition du bâtiment et des travaux publics, des produits amiante-ciment retirés de la vente et provenant des industries de fabrication d'amiante-ciment et des points de vente ainsi que tous autres stocks.

#### **00.5.3 TRAVAUX EN SOUS SECTION 3 ET 4**

Article R4412-114 : La section 3 - sous section 3 : Concerne les travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant, y compris dans les cas de démolition ;

Article R4412-139 : La section 3 - sous section 4, concerne les interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.

L'arrêté du 23/02/2012 est entré en vigueur le 8 mars 2012. Cet arrêté précise les exigences de formation des travailleurs, affectés aux activités définies aux articles R. 4412-114 et R. 4412-139 du Code du travail.

Les entreprises intervenant sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante, devront être formées suivant la réglementation en vigueur. Le confinement, balisage et signalisation de la zone sera à la charge du présent lot

#### **00.6 ADAPTATION DE L'ENTREPRISE / SITE OCCUPE**

Afin de réduire au maximum les gênes causées aux occupants, l'Entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour lui permettre d'avoir une grande capacité d'adaptation pour répondre aux différents cas et conditions particulières rencontrées

L'entrepreneur sera tenu de prendre toutes dispositions en ce qui concerne notamment :

- Les ouvriers et leur nombre intervenant dans une même zone
- L'outillage, les appareils et machines utilisés
- Le mode d'exécution des travaux
- Les protections mise en place
- Les mesures de sauvegarde des existants

Les nuisances ressenties par les usagers sont essentiellement les suivantes :

- Le Bruit causé par les outils et les ouvriers
- Bruit de radio et conversation

Détérioration des existants

- Défaut de nettoyage journalier, nettoyage journalier obligatoire
- Obligation de déplacement des meubles
- Poussière : aucune poussière en dehors de la zone de chantier ne sera tolérée
- Non-prise en compte des cas d'occupants personnes âgées ou handicapées
- Perturbation de l'emploi du temps des occupants
- Sentiment d'insécurité des personnes seules dû à la présence des ouvriers

Programmation des interventions :

- Il est précisé que les travaux auront lieu en site occupé, le planning sera fait de manière à ne pas gêner les audiences,
- Respecter strictement les heures et dates définies.

L'entrepreneur aura l'obligation d'intervenir dans les délais et les conditions définies par la charte.



## **00.7 DOCUMENTS DE REFERENCE**

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation française telle qu'elles se trouveront être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre.

En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés et circulaires applicables en France, ainsi que dans les cahiers des clauses techniques générales, les documents techniques unifiés (cahier des charges, cahier des clauses spéciales, cahier des clauses techniques, mémento), les normes, les avis techniques, les exemples de solutions.

## **00.8 NETTOYAGES ET ENLEVEMENT DES GRAVOIS**

Au cours des travaux, le chantier devra être tenu en parfait état de propreté par chaque intervenant. Chaque entrepreneur est chargé de l'enlèvement de ses gravois, chaque fois que leur volume l'exigera ou à la demande du maître d'œuvre ou du maître de l'ouvrage. Il doit le nettoyage parfait des locaux dans lesquels il travaille ou qu'il emprunte pour l'exécution de ses travaux.

En fin de travaux, les nettoyages définitifs seront faits par le titulaire du lot Nettoyage  
Nettoyage quotidien impératif

## **00.9 PROTECTION DES OUVRAGES EXECUTES**

L'entrepreneur est tenu pour responsable des ouvrages de son lot et en doit la protection jusqu'à la réception sans réserve. Il doit donc les protéger contre les risques de détérioration, de vol ou de détournement. De plus, pendant l'exécution de ses propres travaux, il doit prendre les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradation aux matériaux ou ouvrages des autres entrepreneurs. Si des détériorations sont constatées en cours de chantier elles seront réparées aux frais de l'entrepreneur responsable, à charge pour lui de se faire couvrir par son assurance.

Si l'auteur des dégradations ne peut être identifié, la remise en état sera à la charge du compte prorata.

Ces réparations ou remises en état, quoique étant exécutées pendant le délai contractuel, n'entraîneront pas d'augmentation de ce délai.

## **00.10 CONTROLE INTERNE**

En début de chantier, l'entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre. Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et spécifications complémentaires éventuelles du marché ;
- au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques et aux déformations mécaniques sont convenablement protégées ;
- au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations ;
- au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U et aux règles de l'Art ;
- au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

## **00.11 CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION DES TRAVAUX**

Tous les ouvrages doivent être réalisés avec les matériaux ou fournitures de la meilleure qualité dans l'espèce indiquée avec mise en œuvre dans les règles de l'art, tant au point de vue technique qu'au point de vue esthétique.

### **00.11.1 TROUS, SCHELLEMENT ET MENUS OUVRAGES**

Les entrepreneurs doivent tous les percements qui leurs seront nécessaires. Chaque entrepreneur doit tous les raccords, scellements, bouchements, calfeutrements, joints plastiques ou autres indispensables à un parfait et complet achèvement de tous les travaux de son lot et ceci dans tous les matériaux.

En cas de désaccord entre entrepreneurs, l'imputation sera décidée par le maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage

#### **00.11.2 ECHANTILLONS**

Avant toute commande, les entrepreneurs devront soumettre à l'agrément de l'architecte les échantillons des matériaux et matériels qu'ils comptent utiliser conformément au devis descriptif.

Obligation est faite à l'entrepreneur de présenter ou exécuter, selon le cas, les différents échantillons ou fabrications, dans les délais qui seront fixés dès la signature du marché, et qui resteront visibles et à la disposition du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, pendant la durée du chantier, dans un local sur le chantier.

En particulier l'appel d'offres sur performances portant pour une bonne part sur les façades, des prototypes des façades et de leur revêtement seront obligatoires pour valider les choix faits.

### **00.12 PLANS D'EXECUTION ET DE RECOLEMENT**

#### **00.12.1 PLANS D'EXECUTION**

Tous les plans d'exécution sont à la charge des entreprises. Ces plans devront être établis en coordination avec les autres lots et suffisamment tôt pour qu'ils soient examinés et approuvés par le maître d'œuvre de la réalisation et le Bureau de Contrôle. Ces plans d'exécution devront d'autre part respecter très fidèlement les cotes du dossier d'appel d'offres, sauf dérogation écrite de l'Architecte.

Toute erreur ou omission affectant ce dossier devra être signalée au Maître d'Ouvrage dans l'offre initiale, faute de quoi leurs conséquences financières éventuelles seront à la charge exclusive de l'entreprise.

#### **00.12.2 PLANS DE RECOLEMENT**

Après exécution de ses travaux, l'entrepreneur de chaque lot technique devra remettre, au Maître d'Ouvrage, un dossier complet des ouvrages exécutés, y compris notice descriptive de fonctionnement des équipements.

### **00.13 PRESTATIONS GENERALES A LA CHARGE DES ENTREPRISES**

Qu'elles figurent ou non dans le corps du descriptif détaillé, les prestations ci-après sont dues par les entreprises attributaires et sont réputées comprises dans le montant du marché :

- La visite des lieux et la prise en compte de toutes les sujétions d'exécution
- La prise en compte de tous les éléments relatifs à l'ensemble des lots
- Les installations du chantier propres à chaque entreprise, y compris baraques de chantier, hangars de stockage, etc.
- Les essais et vérifications prévues aux DTU pour les ouvrages afférents à leur lot
- L'établissement et la fourniture des plans de récolement des ouvrages exécutés selon les prescriptions du maître d'œuvre,
- La fourniture des échantillons aux dimensions demandées par le MOE et/ou MOA
- La participation aux réunions de chantier dès lors que l'entrepreneur y aura été invité par l'architecte
- La participation aux réunions de chantier dès lors que l'entrepreneur y aura été invité par le MOA, MOE, Contrôleur Technique et/ou CSPS

### **00.14 RELATIONS AVEC LES ADMINISTRATIONS ET SERVICES**

Toutes démarches ou déclarations auprès des services d'ELECTRICITE DE FRANCE, GAZ DE FRANCE, FRANCE TELECOM, Compagnie des Eaux, Services Techniques de la Ville, etc. sont à la charge de l'entreprise, y compris les travaux demandés par ces mêmes services pour permettre le bon déroulement et l'achèvement complet de la réalisation.

Les frais de dossiers éventuellement demandés par ces Services sont à la charge de l'entreprise.

### **00.15 QUALITE DES MATERIAUX, STOCKAGES ET MISES EN OEUVRE**

#### **00.15.1 MATERIAUX**

Il ne sera prévu que des matériaux traditionnels ou des matériaux non traditionnels ayant fait l'objet d'un avis technique du C.S.T.B ou d'une enquête spécialisée d'un bureau de contrôle et acceptés en garantie par le S.T.FC

#### **00.15.2 ESSAIS**

L'entrepreneur ne pourra exécuter ses travaux qu'après accord du Bureau de Contrôle sur la conception de ses ouvrages.

Il procédera au contrôle interne auquel il est assujéti au niveau des fournitures, du stockage et de la mise en œuvre ainsi qu'aux essais et vérifications figurant sur la liste en vigueur établie par l'AQC et en accord avec les assurances .

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès-verbaux suivant les formes prévues par les fiches AQC. Ces procès-verbaux devront être envoyés, pour examen, au Bureau de Contrôle, en double exemplaire.

## **00.16 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LE CHANTIER**

### **00.16.1 GENERALITES**

Les entrepreneurs veilleront scrupuleusement au respect des règles de sécurité concernant le travail des ouvriers, la protection des baies libres, trémies, etc. Les dispositions réglementaires de protection, d'hygiène et de sécurité seront conformes aux prescriptions des lois, décrets, arrêtés et règlements en vigueur.

Les indications figurant dans les documents établis par le coordonnateur S.P.S. seront rigoureusement respectées. Tous les travaux nécessaires au respect des spécifications concernant la sécurité et la santé sont réputés compris dans l'offre de l'entreprise

La mission globale du coordonnateur SPS pour une opération de construction comprend les éléments de mission conformes à la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et aux décrets n° 94-1159 du 26 décembre 1994 et n° 95-543 du 4 mai 1995.

La mission confiée au coordonnateur SPS par le maître d'ouvrage se décompose en éléments de mission précisés au présent chapitre.

Le coordonnateur SPS de conception assure le passage des consignes et la transmission des documents au coordonnateur SPS de réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent.

La mission du coordonnateur SPS comprend les éléments mentionnés au paragraphe ci-dessous.

## **00.17 TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES - REGLES DE L'ART**

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation française telle qu'elle se trouvera être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre. En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés et circulaires applicables en France, ainsi que dans les cahiers des clauses techniques générales, les documents techniques unifiés (cahier des charges, cahier des clauses spéciales, cahier des clauses techniques, mémento), les normes, les avis techniques, les exemples de solutions, etc.

## **00.18 NOTATIONS UTILISEES DANS LE CCTP**

Le présent CCTP fait appel aux conventions de notation suivantes :

### **00.18.1 MARQUES COMMERCIALES**

Il est parfois indiqué, dans le corps du descriptif, des noms de marques commerciales. Les entreprises sont tenues de s'en tenir aux produits spécifiés. Cependant, dans le cadre de marchés publics, les entreprises ont le droit de proposer et de mettre en œuvre des produits qui soient techniquement et esthétiquement équivalents aux ouvrages décrits dans le CCTP Sauf accord préalable de l'architecte, toute autre modification des prestations sera refusée, tous les frais de remplacement étant à la charge de l'entreprise défaillante.

## **00.19 DEFINITION DU CCTP PERFORMANTIEL**

Le présent document vient préciser l'ensemble des prestations que l'entreprise doit prévoir dans son offre sans toutefois les décrire intégralement pour les parties soumises à performances. L'entreprise devra notamment comprendre dans son offre, sous peine de nullité :

- l'ensemble des études et travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages,
- la découverte d'erreurs ou d'omissions dans le descriptif établi par le maître d'œuvre, celui-ci devant être immédiatement informé de ces erreurs ou omissions ; dans tous les cas, l'entreprise s'engage à effectuer l'intégralité des travaux prévus au devis descriptif ou représentés sur les plans,
- lorsque le quantitatif est établi par le maître d'œuvre, le contrôle des quantités. Si aucune observation n'est présentée à ce sujet lors de la remise des offres, l'entreprise ne pourra prétendre à quelque réajustement que ce soit concernant les quantités effectivement mises en œuvre.

Un devis descriptif détaillé sera établi par le maître d'œuvre une fois l'entreprise retenue à l'issue de l'appel d'offre performanciel, et permettra alors de définir sans ambiguïté les caractéristiques techniques et dimensionnelles de chaque prestation retenue pour la réalisation de l'opération.

## **00.20 DEFINITION DU CCTP**

Le Cahier des Clauses techniques Particulières (CCTP) vient préciser l'ensemble des prestations que l'entrepreneur doit prévoir dans son offre. L'entreprise devra notamment comprendre dans son offre, sous peine de nullité :

- l'ensemble des études et travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages,
  - la découverte d'erreurs ou d'omissions dans le descriptif établi par le maître d'œuvre, celui-ci devant être immédiatement informé de ces erreurs ou omissions ; dans tous les cas, l'entreprise s'engage à effectuer l'intégralité des travaux prévus au devis descriptif ou représentés sur les plans,
  - lorsque le quantitatif est établi par le maître d'œuvre, le contrôle des quantités. Si aucune observation n'est présentée à ce sujet lors de la remise des offres, l'entreprise ne pourra prétendre à quelque réajustement que ce soit concernant les quantités effectivement mises en œuvre. Toute omission en limite de prestations entre corps d'état sera à la charge de l'entreprise.
- Dans le cas d'une réhabilitation, toutes les cotes portées aux plans sont à vérifier sur place avant commande de fourniture ou travaux.

## **00.21 REALISATION DES DEPOSES**

Les travaux de déposes et de déconstructions devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontages de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc...

Les méthodes et moyens de dépose sont laissés au choix de l'entrepreneur qui devra les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

## **00.22 MATERIAUX ET MATERIELS DE RECUPERATION**

Le maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et des déconstructions.

Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux.

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par l'entrepreneur dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui lui seront indiqués en temps utile.

Les sujétions de récupération font partie du prix du marché.

En dehors de ces matériaux récupérés et rangés, l'entrepreneur aura la liberté de récupérer tous les matériaux de son choix, mais il devra les évacuer du chantier en même temps que les gravois.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance des déconstructions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis à l'entrepreneur qui pourra en disposer à son gré après enlèvement du chantier.

## **00.23 ECHAFAUDAGE, AGREES, PROTECTION**

Un échafaudage est prévu au lot 2 Echafaudage / Ossature bois qui pourra être laissé à disposition des entreprises en faisant la demande. Une convention sera alors rédigée entre les entreprises concernées

Les prix du marché comprennent implicitement tous les compléments d'échafaudages, agrès, etc. nécessaires pour réaliser les travaux, ainsi que tous les garde-corps, garde-gravois, platelages, écrans et tous autres nécessaires pour assurer la sécurité.